

# Que faut-il faire pour obtenir un Etat et ne pas... le perdre ?

## David BEN-GOURION

### Tuvia Friling

Professeur à l'Université

Ben Gourion du Negev (Institut de recherche Ben Gourion). Visiting Scholar du Gildenhorn Institute for Israel Studies, Université du Maryland (USA). Auteur de *Arrows in the dark, David Ben Gurion, the Yishuv leadership and rescue attempts during the Holocaust*. 2005.

toire. Triste. Très triste ». Et là, cet incroyant déclaré, d'ordinaire si réservé, ne trouva pas mieux que de se référer aux sources juives anciennes et de noter dans son journal un verset du livre du prophète Osée (chapitre IX, verset 1) : « Israël, garde-toi de te livrer à aucune joie bruyante comme le font les nations ». Trois ans et six jours plus tard, le 14 mai 1948, Ben-Gourion proclamait la naissance de l'Etat d'Israël au musée de la jeune cité de Tel Aviv. Avant de partir pour la cérémonie de déclaration, il notait dans son journal : « A une heure : Assemblée du peuple. Nous avons ratifié le libellé de la Déclaration d'Indépendance. A quatre heures : Déclaration de l'Indépendance. Le pays est en joie et se réjouit profondément. Et de nouveau, je me sens comme un endeuillé parmi une

**L**es derniers jours de la Deuxième guerre mondiale, Ben Gourion se trouvait à Londres. Le 8 mai 1945, au moment où on apprit la capitulation de l'Allemagne, il était dans sa chambre d'hôtel, et de sa fenêtre, il observait les réjouissances des Londoniens dans les rues. Dans son journal, il résuma pleinement tout ce qu'il ressentait et toute l'ampleur et l'intensité de ce moment historique pour le monde et pour le peuple juif par les simples mots : « Jour de la vic-

foule en liesse, comme je l'étais ce 29 novembre [1947] ». Tels sont les signes de l'inquiétude profonde qu'il ressentait, par rapport au « plateau d'argent ». En rentrant de la cérémonie, il prit – geste hautement symbolique – un nouveau cahier pour écrire son journal. Il l'ouvrit avec précaution et crainte, car l'heure était critique et en une ligne serrée et austère, il résuma la complexité du moment : « Nous avons déclaré la naissance de l'État. Notre sort est entre les mains des forces de sécurité ». Ces mots sont-ils un témoignage spontané ou bien son *Ab urbe condita* (chronique de la fondation de la cité) de l'État d'Israël ? Ou les premières phrases, dans le creuset de la mémoire collective, sur l'histoire de la naissance d'un pays dans la tempête, le sang et le feu ? Sans doute est-ce tout cela à la fois.

Si quelqu'un avait prédit en 1939 que moins de dix ans plus tard, il y aurait un État juif en Palestine, on l'aurait traité d'halluciné. Et si quelqu'un avait dit que trois ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale et la prise de conscience générale de la destruction du peuple juif, Ben-Gourion, alors dirigeant de l'Agence juive, proclamerait à Tel Aviv la création d'un État juif, on l'aurait prit pour un fou visionnaire. Car si nombre de gens étaient conscients, malgré ses reculs épisodiques, de l'acheminement progressif du mouvement sioniste et de la communauté juive organisée de Palestine vers l'établissement d'un État, bien rares étaient ceux, pour tant est qu'il y en eût, qui imaginaient un tel bon en avant. Ce qui n'était pour bien des gens qu'un espoir, peut-être réalisable dans un avenir lointain, fut, pour Ben-Gourion, le point de départ d'une dernière mesure décisive pour arriver à un État.

L'État d'Israël, à l'époque autant que maintenant alors qu'il fête ses soixante ans, incarne ce « bond en avant » du peuple juif, soit cette réparation historique et déterminante – indépendamment de ses autres succès – d'un état de fait où le peuple juif était dispersé dans le monde, à celui où les Juifs disposent de l'alternative immédiate d'un État national indépendant situé sur la Terre historique d'Israël. Au cœur de cette aventure passionnée, se tient David Ben-Gourion. Leader révolutionnaire qui durant plus de quarante ans a conduit cette révolution sioniste dans ses moments les plus graves. Le dirigeant qui fonda l'État d'Israël, qui fut aussi le dirigeant charismatique et admiré qui, durant presque toute sa carrière politique, se trouva toujours, certes en raison des circonstances, mais aussi mû par les défis qu'il s'imposait lui-même, à la croisée de décisions cruciales et ceci, presque toujours en temps de crise. Un leader hanté toute sa vie par deux questions essentielles. La première : comment obtenir un État indépendant pour le peuple juif ; et la deuxième : que faut-il faire pour ne pas perdre celui-ci. Il vit déjà la réponse à la première question, quand ce fameux vendredi, à ce moment particulier de sa vie agitée, du haut de la tri-

bune à Tel Aviv, il annonça, d'une voix saccadé et extrêmement peu radiophonique, la création de l'État d'Israël. A la seconde question, il ne put donner de réponse intégrale. Il mourut, angoissé sur le sort de l'État, en décembre 1973, alors que l'État d'Israël se trouvait à un tournant décisif, aux prises de la terrible épreuve de la guerre de Kippour.

Plus que tout autre dirigeant sioniste, Ben-Gourion fut à l'épicentre des processus de construction de la nation, de l'État et de la société d'Israël. Il a marqué de son empreinte presque chaque aspect et chaque composante de cette époque de formation. Nombre de ces marques sont apparentes et sensibles jusqu'à ce jour. Tant comme dirigeant qui esquisse grossièrement les grandes lignes du dessein – par ses décisions stratégiques et l'orientation générale de la politique, mais également parce qu'il en réglait très souvent les moindres détails. Il fut le plus grand « décideur » stratégique du siècle sioniste. Plus que tous ses prédécesseurs (Herzl, Weizman ou Jabotinsky), plus que ceux qui l'entouraient (Sharet, Echkol ou Golda Meir) ou que ses successeurs (Begin, Shamir, Rabin, Peres, Netanyahu, Barak, Sharon et Olmert), non seulement il fut confronté, trancha et mena l'une après l'autre des entreprises titanesques, mais il parvint également à les concrétiser. Et ensuite, contrairement à la plupart de ses successeurs, il réussit à survivre à ces entreprises, ce qui représente un phénomène pratiquement sans précédent dans l'histoire des démocraties modernes. Des décisions, dont une ou deux d'entre elles suffiraient à remplir une vie politique prodigue. Des décisions qui toutes, résultaient de la tension entre sa faculté de tenir, de sentir et d'exprimer la vérité interne de sa génération, et son pouvoir de se libérer de cette vérité, d'en faire abstraction et de fixer des objectifs qui la dépassaient. De conduire le peuple et non de se laisser mener par lui. De voir et d'apprendre quelles sont les volontés du peuple, mais de ne pas considérer que l'essence de son rôle fût d'être un modérateur ou celui qui donne une expression à ces désirs. Une qualité qui lui permit de diriger, mais à cause de laquelle, de par son essence dialectique, il fut vaincu et écarté.

C'était aussi un dirigeant qui laissa des documents, un autodidacte par excellence, un insatiable curieux qui trouva et prit le temps de beaucoup lire et même d'écrire, et de « consommer » avec précaution et mesure les connaissances existantes, savoirs et propos d'experts d'où il voulait puiser et apprendre, sans pour autant renoncer à sa propre souveraineté et sans pouvoir s'empêcher de rappeler à ces experts, lorsqu'il discutait avec eux, qu'ils n'étaient experts que pour le passé, tandis que ses décisions et ses gestes à lui étaient orientés vers l'avenir. Cette dualité lui permit de s'abreuver du savoir des spécialistes, mais en même temps de se donner un solide programme théorique et conceptuel qui lui était propre, un ordre du jour et une direction qui n'étaient pas étrangers à

sa longue résistance et à sa survie et à sa faculté d'être un dirigeant pragmatique qui parfois s'accorde à l'évolution des circonstances, toujours dans le cadre d'une latitude idéologique donnée et sans tomber dans l'opportunisme. Un dirigeant qui préféra orienter et maintenir un code de relations avec les livres d'histoires plutôt qu'avec les quotidiens, et être un leader qui montre le chemin, ouvre la voie et éduque selon sa nature.

Homme de contradiction : visionnaire, mais aussi homme d'action hors ligne ; utopiste et réaliste ; homme d'État éminent et politicien habile ; homme complexe, sachant simplifier les problèmes en les dépouillant de tous leurs à-côtés ; courageux, intrépide, mais cependant anxieux ; un homme qui pouvait piquer des colères mais aussi consoler ; qui avait une vision nette, tout en étant aveugle ; démocrate et autocrate ; homme de Jérusalem et de Tel Aviv, mais aussi du Néguev et des régions frontalières ; à la fois très juif et très universaliste. Quelqu'un qui d'une part, aime profondément la Bible et la langue hébraïque et de l'autre, choisit d'ignorer l'œuvre immense et riche de la création juive ayant vu le jour en diaspora. Un virtuose des processus stratégiques et le roi des manœuvres tactiques ; quelqu'un qui savait ne pas rater les occasions qui lui étaient offertes et savait construire avec une patience infinie, détermination et soin celles qui tardaient à se présenter ; un homme dont on dit et écrivit qu'il régnait sans restrictions sur son parti et sur son peuple, mais qui ne parvint pas à exécuter une seule mesure stratégique sans démissionner ou menacer de démissionner ; un maître du timing qui a toujours su quand il fallait saisir l'histoire par les cornes, mais n'a pas senti à quel point celle-ci lui avait échappé, vers la fin de sa vie.

Un dirigeant qui tenta d'être un leader autonome, indépendant, ne devant rien à personne. Ni aux dirigeants mondiaux, aux papes ou à ceux qui possèdent richesse ou puissance, ni aux philosophes, aux hommes de lettre ou aux rois de la presse qui ne partageaient pas ses vues. Un homme qui comprit sur-le-champ et de façon certaine que les dirigeants occidentaux, aussi grands démocrates fussent-ils, se soucieraient avant tout et en premier lieu que de leurs peuples, et que dans des circonstances historiques fatidiques, tant les peuples démocrates que leurs dirigeants sont obligés d'agir avant tout selon leurs intérêts. Et ceci, particulièrement dans des situations catastrophiques, comme cela avait été le cas pour Churchill et les Britanniques, De Gaulle et les Français ou plus tard, dans d'autres circonstances, Roosevelt et les Américains, aux plus tristes heures de la Deuxième guerre mondiale. Et puisqu'il en était ainsi, il ne suffisait pas d'être un peuple pour avoir raison. Il importait d'être indépendant, car il ne convient pas qu'un peuple bâtisse son image d'avenir et ses chances de surmonter les éprouvantes périodes d'épreuve et de crise sur la

disponibilité des grandes puissances – même les plus éclairées et les plus démocrates d’entre elles – à venir voler à son secours à tout instant, en toute circonstance et à tout prix. Et que la réponse à la question « comment ne pas perdre l’État » dépend aussi de la faculté d’avoir une vision claire du monde, de ses dirigeants et de leurs manières d’agir, de se départir rapidement de toute attente chimérique par rapport au monde et à la générosité de sa conscience. Parce que « ce qui importe n’est pas ce que les Goyim<sup>2</sup> disent, mais ce que les Juifs font », mais qu’il ne faut cependant enclencher aucun processus important sans l’accord assuré et circonscrit de la grande puissance de l’heure. Parce que la réponse à la question : « que faire pour ne pas perdre cet État » réside malgré tout également dans la nature de la réponse à la question : « comment peut-on être à la fois fort et dans son droit », car « notre force réside dans notre droit », comme il avait l’habitude de dire en toute occasion. Car « la sécurité nationale » est un concept relevant de domaines, de registres et de paramètres variés. La force a son importance, mais la compréhension des limites de son application ne l’est pas moins. Car la lame peut être à double tranchant. La conception de la sécurité de l’État – une conception qu’il avait élaboré – doit reposer sur des éléments qui lui permettent de dépasser la fragile période de gestation, en se préparant et en étant prêt à lutter sur une longue période, sans qu’un excès de souci de sécurité ne finisse par corrompre et miner l’État ou la société de l’intérieur. Car la réponse à cette question douloureuse se trouve aussi dans la rapidité avec laquelle Israël pourra traverser ses étapes politiques de maturité. D’un peuple qui n’en est pas un, issu d’une variété de peuples et de langues, dont l’une des composantes essentielles de la culture politique était de toujours aiguïser des modes tendant à esquiver toute autorité, vers une existence dans laquelle une discipline opérationnelle élémentaire, une maturité politique, le respect de la loi et les règles du jeu sont partie intégrante de la culture de la société. Des comportements qui n’étaient pas inscrits au départ dans le génome ou le caractère de la nation. Des comportements opposés y avaient été établis peu à peu, du fait de facteurs environnementaux ou autres, image de ses années d’existence en diaspora, dans un contexte qui n’était pas le sien, sous des gouvernements étrangers et hostiles. Une société dans laquelle une discipline opérationnelle élémentaire et une maturité minimale de gouvernement n’existaient pas à l’époque pré-étatique, la communauté juive organisée de Palestine étant basée sur des fondements volontaristes, où les moyens de coercition étaient embryonnaires et ceux-ci ne se sont pas obligatoirement connectés d’un seul coup lorsque cette communauté devint une nation, dans l’esprit solennel des déclarations sur son établissement, ou dans le feu des tourments et des douleurs qui accompagnèrent sa naissance. Une jeune société regorgeant de tension

et de détresse venant tant du poids insoutenable qu'exige la voie dans laquelle se sont engagés la plupart de ses membres, que des fortes marques qu'y tracèrent des processus centrifuges et centripètes depuis l'époque de l'émancipation. Les gros à-coups et les forces violentes qui ébranlèrent si fortement ceux qui y participaient volontairement, mais aussi ceux qui, en fait, n'eurent d'autre choix que de participer à la suite de la révolution qui suivit l'immigration, les émeutes de 1929, la Shoah, le Mandat britannique et la sanglante guerre d'Indépendance. Une concoction que seul un dramaturge talentueux aurait pu imaginer pour les héros d'une pièce sur le retour dans l'histoire – avec toutes les dimensions dramatiques et tragiques, mythiques et héroïques dignes d'y figurer.

Comment maintenir ce besoin de maturité politique, de discipline opérationnelle, d'élaboration de cadres juridiques et de respect des lois, le temps nécessaire à la lente maturité de tous ces éléments ; et comment faire résister ceux-ci par rapport aux autres désirs – naturels et humains – de se contenter de ce qui a d'ores et déjà été acquis et d'en finir avec la révolution pour rentrer chez soi et se détendre de toutes ces fatigues, jouir du quotidien des journées ordinaires qui suivent la révolution, et vivre une vie personnelle et privée, loin de l'exigence de prendre en charge une « rédemption » ou une « renaissance » quelconques. De se défaire du culte de l'histoire et de son lourd fardeau, de « l'impératif national », du collectivisme national et des idées utopiques, pour entreprendre de « privatiser » l'idée étatique et ses modes d'application. D'établir une société qui reconnaisse l'importance de la vie privée et quotidienne, une nation modeste, consciente de ses limites spirituelles et physiques, qui passerait à l'étape pragmatique et s'occuperait du bien-être de ses citoyens. Un état tout simplement « normal », qui pourrait pleinement accepter des gens qui n'aspireraient qu'à se reposer enfin, à dormir tranquille et puis, l'heure venue, à mourir simplement dans leur lit.

Comment réaliser des processus de construction d'une société et d'une nation, quand la plupart de ses membres viennent de pays non démocratiques, dans une communauté fondée sur des bases volontaristes, où la pression et la polarité idéologique sont grandes, sans être aculé à une guerre civile qui, pour ouvrir la voie au « progrès », comme il est d'usage lors de tels processus, éliminerait une bonne partie du peuple. Comment ne pas laisser cette grande fatigue et les tendances naturelles à « raccourcir les processus historiques » mener cette jeune société et, contrairement à ce qui s'est passé lors des grandes révolutions démocratiques – que ce soit la guerre civile aux États-unis d'Amérique ou l'époque sanglante de la Terreur durant la Révolution française, avec toutes ses devises éclairées, ou au cours d'un processus sanglant et abusif, comme cela s'est produit chez les Anglais.

Comment accorder, arranger et se comporter avec l'écart inévitable qui s'impose entre d'une part, cette fatigue naturelle et évidente et ces tendances incontestables et d'autre part, le leader et l'esprit révolutionnaire ; entre celui qui exhortait de continuer à se mobiliser et ceux qui voulaient en être exemptés. Une tension sur fond de laquelle, l'application de Ben-Gourion à entretenir l'ardeur révolutionnaire, à perpétuer l'état d'alerte, « l'état de tension » et la mobilisation, et à instaurer une autorité, se comprend et s'explique alors comme un bolchevisme, un anachronisme ou tout simplement de l'insensibilité de la part d'un dirigeant froid, cruel et aveugle.

Comment, se demandait Ben-Gourion, Israël pourrait-il devenir, non un pays de plus et semblable à tous les autres, mais ce qu'il appelait sans trop préciser sa pensée : « une société modèle » ou « un peuple accompli », qui devrait être une « lumière pour les nations ». Telle était l'idée dirigeante nouvelle dont l'objectif principal était de former une sorte de force fédératrice et unitaire pour une société diversifiée, divisée et en gestation et surtout c'était une raison d'être pour ses élites.

Comment une mission si lourde, comment ce « royaume de vertus », auquel il aspirait, ne deviendrait pas une entité toute autre, où se manifesteraient certaines expressions tout à fait contraires. Comment un tel objectif ne serait-il pas perçu par ceux qui le portent – tant les Juifs de tous les jours, que les élites – comme un joug superflu et un danger immédiat et réel pour leurs libertés. Comment donc affronter cet appel à devenir des pionniers, à s'engager, à être constamment en état d'alerte ? Comment donc affronter cette révolution permanente, ces nouvelles « idées conductrices » qu'entreprendront les élites politiques, sociales et intellectuelles que Ben-Gourion voulait mobiliser pour établir une « société modèle » et la fonder dans le cadre étatique qui venait de naître. Comment maintenir et conserver l'ardeur messianique envers un Messie qui – heureusement – jamais ne viendrait ? Car sa principale force réside dans l'espoir et l'enthousiasme qu'il suscite et non dans les « solutions » qu'il apporte. Une dialectique passionnante, non dépourvue d'une notion essentiellement « biblique », soit la tension entre le prophète et le prêtre (le prêtre, appartenant à l'establishment, ne pouvant être critique et audacieux jusqu'à l'extrême comme le prophète, libre – lui – de toute allégeance temporelle), le mal que la société peut elle-même perpétrer en son sein, le climat de faute et de châtement.

Comment donc établir non seulement une « économie de pointe », mais – selon le langage alors utilisé – arrive-t-on aussi à instaurer une « société de pointe » ? Comment faire pour que la liberté et l'initiative économiques nécessaires à une société libre et moderne ne se transforment pas en darwinisme social ; pour que les élites – qui par définition, sont déconnectées – ne cou-

pent pas le cordon et même servent la société ; comment « l'accord du statu quo », dont Ben-Gourion fut l'un des architectes, dont l'objectif était de régler les rapports entre la religion et l'État, veille à réunir au sein de la société des contradictions établies, et non à la démanteler ; comment faire pour que l'exemption de service militaire données aux étudiants de yeshiva, catégorie restreinte et élitiste de quelques centaines de personnes tout au plus, que même Ben-Gourion, laïc ostensible, pensait qu'il était juste d'exempter afin qu'ils étudient la Tora, ne devienne pas la plateforme ou la base d'un phénomène de dérobade générale ; comment accorder le principe de l'État juif avec celui d'un État démocratique ; comment le fait d'avoir grandi dans la culture occidentale n'annule ni n'embrouille ce qu'il est digne d'être gardé et préservé dans l'héritage du peuple juif et de son corpus sacré ; comment éviter que les processus de mondialisation n'entraînent superficialité, manque de profondeur, ignorance, interrogation et désagrègement ; comment éviter que l'aspiration à des « accords définitifs » avec nos voisins ne vienne à la place ou sur le compte d'une clarification de la plateforme « d'accords définitifs » au sein de la société israélienne.

Aux yeux de Ben-Gourion, de telles questions apparaissaient comme existentielles : dans une société diversifiée et en gestation, comme la société israélienne, où la religion et le « passé-significatif-partiellement-commun » ne pouvaient plus servir de force cristallisante et fédératrice, la réponse à de telles questions était particulièrement importante. D'autant que le fait-même d'y répondre constitue les rayons, les sangles, les forces de cohésion susceptibles d'assurer la faculté d'une société à passer le cap délicat et fragile de « l'enfance », pour devenir non plus seulement un épisode historique passionnant, mais bien un phénomène durable.

Ceci, Ben-Gourion ne parvint pas à le concrétiser. Son appel à continuer la révolution, l'a éloigné du peuple qui s'est lassé de lui. De ce point de vue, il offre à ses biographes et chercheurs un terrain de recherche fertile : le dirigeant charismatique, central, « tout puissant », qui réussit à conduire son peuple – presque malgré lui – vers l'établissement d'un État qu'il lui imposa quasiment, prit aussi sur lui la tâche de démolir son image. Un acte de démolition dont les détails et les causes n'avaient plus d'importance pour le peuple, le drame essentiel s'attachant à sa personne. On préféra éclairer ce grand drame, que voir la signification historique et les causes profondes de ce qui apparaissait comme l'entêtement et l'aveuglement du vieux roi. Symboles tirés des trésors de la littérature et de l'imagerie populaire du « géant au pays des nains » ou du « roi Salomon ayant perdu sa bague magique », du « roi Lear renonçant à ses privilèges » ou du vieux chef d'état voulant tendre un piège à ses successeurs. Un chevalier combattant pour la justice, au prix-même de sa gloire, ou



un leader qui se retire et stigmatise l'incapacité de ceux qui lui succèdent. L'intrépide chevalier Lancelot... dans le personnage de Don Quichotte – autant de personnages qui ont été invoqués pour décrire ce drame et donner des explications intéressantes et accessibles à tous.

Mais aussi bien ce grand drame, que ces symboles littéraires, sur lesquels on s'est appuyé pour comprendre pourquoi le peuple se lassa de Ben Gourion et de ce qu'il représentait, ne parvinrent pas à ébranler la base, la logique et surtout le bien-fondé de ces questions pertinentes, questions que Ben-Gourion adressait au jeune État et à sa société embryonnaire.

Ainsi donc, malgré la solennité de l'heure, et malgré les réussites extraordinaires et sans précédents de l'État d'Israël et de tous ceux qui, Juifs et non-Juifs, ont contribué à sa création et à sa survie – la question que posait Ben-Gourion, « que faut-il faire pour ne pas perdre cet État », est toujours d'actualité et reste existentielle. L'État d'Israël et tous ceux qui le chérissent se doivent d'y réfléchir sans plus tarder.

## notes

---

1. Le plateau d'argent est un terme qu'employa Haïm Weizmann et que le poète Nathan Alterman emprunta et utilisa dans son poème du même nom (La septième colonne, premier livre, Hakiboutz Ha-meouhad, Ramat Gan, 1962, p. 154-155). L'expression devint un des symboles de la renaissance israélienne. L'idée est évidemment le tribut de sang que la guerre d'Indépendance fera et a fait payer, soit ces jeunes-gens et jeunes-filles qui ont payé de leur vie.

2. Goyim : mot hébreu pour désigner les non-Juifs, les Gentils. La phrase mentionnée est l'une des plus connues de Ben-Gourion et est très souvent citée – NdT.